

## **CR AG du Vendredi 20 Mars: IUT amphi 14**

Au Bureau: C Vuylsteker et F Cabestaing

CV présente l'ordre du jour et initie l'idée d'une manifestation à Paris mais avec suffisamment de temps pour la préparer. A défaut, celle du 24 mars se fera sur Lille. Il serait bon aussi que Lille 1 participe au piquet de grève devant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche réalisé pour l'instant par 4 universités parisiennes. Le coût peut être estimé à 20 euros par participant sur la base d'un bus à 1000 euros et 50 personnes. Une feuille circulera dans l'AG pour recueillir les volontaires et leurs créneaux disponibles dans la semaine du 30 Mars.

### **Ordre du jour:**

- Mandat pour la 7ième Coordination Nationale des Universités (Strasbourg, 23 Mars):

Le Mandat précédent est repris et la question d'introduire de nouveaux items est posée.

### **Débat:**

?: Lors de la 6ième coordination à Dijon, avait été posée la question de la demande d'états généraux.

MNA: Il faut faire remonter l'idée d'une grande manifestation nationale à Paris annoncée suffisamment à l'avance pour s'organiser. Il faut que l'on travaille sur les modalités nécessaire pour faire durer le mouvement.

BB: Le 19 mars, la manifestation était importante mais elle ne permet pas de mettre en avant les universitaires. Etre visible suppose en effet une grosse manifestation universitaire sous 15 jours. L'idée du piquet de grève devant le ministère est à réaliser.

JPL: annonce une action ce weekend sur la parvis de l'hôtel de ville de Villeneuve d'Ascq.

SC: fait remarquer le nombre important d'étudiants dans le cortège du 19 mars. Le projet de loi sur un prêt étudiant garanti par l'état plutôt qu'une revalorisation des bourses est, selon lui, l'un des points ayant mobilisé les étudiants.

BB: trouve qu'en soit le projet de loi n'a rien de choquant car il faut trouver une solution pour le financement des études et que les prêts existent déjà; autant qu'ils soient cautionnés par l'état et à un taux zéro!.

MNA revient sur les états généraux en rappelant que la question avait été tranché en AG précédemment. On ne peut pas s'engager dans des états généraux sans l'assurance que l'état compte adopter tout ou partie des conclusions de ces états généraux.

SR rappel que ce projet de loi fait suite à une convention signé entre l'état et Cetelem en 2008 pour proposer 20 000 prêts. L'objectif de 2009 est d'atteindre 60 000 soit plus que l'effectif d'un échelon de bourse! L'argument du ministère est de démocratiser le prêt étudiant! Il s'agirait d'abolir les privilèges de l'ouverture de prêts aux seuls élèves des grandes Ecoles.

NP: montre la perversion du système qui base le remboursement sur les salaires futurs des étudiants une fois entrés dans la vie active: cela pourrait les pousser à accepter n'importe quel travail pour rembourser, corvéable à merci car endettés.

?: Il s'agit du modèle LRU: nous passons d'un système de droits d'inscription faible et un système de

bourses à une situation de recours aux prêts qui permettra de légitimer des hausses de droits d'inscription. A l'image du Royaume Uni, qui passé à ce système a vu les frais d'inscription exploser (3000 livres et bientôt 5000 livres).

SR: il faut comprendre que les étudiants ne disposant pas d'un salaire après entrée en vie active suffisant seront dispensés de remboursement, après l'état, ce seront les universités qui devront assumer les coûts et ainsi contraintes à insérer leurs étudiants alors qu'elles ne maîtrisent pas les emplois disponibles.

SC: On risque de voir les établissements choisir des étudiants sûrs c'est à dire à potentiel futur de solvabilité!

Quebecoise?: Le modèle canadien est très diverses : prêts auprès des banques, mais aussi auprès d'entreprises, bourses étrangères... Ce qu'il faut voir c'est que le modèle tourne au canada en raison d'un taux de chômage faible (4%). Il n'y a donc pas d'inquiétude sur le remboursement de prêt, idem pas à justifier l'importance des études supérieures.

GC: on a voté contre l'idée des états généraux, inutile d'y revenir.

MD: si états généraux, ils ne doivent pas être mis en oeuvre par le ministère.

?: on a déjà fait des états généraux sans que leurs propositions ne soient reprises.

NP: Ce qu'il faut, c'est une plateforme de revendications.

SC: nécessité de passer de motions à une plateforme de revendications!

?: la revalorisation des bourses présentée dans le mandat ne suffit pas, intégrer une construction de logements étudiants!

BV: ne pas oublier la revalorisation des salaires. Suite à l'allusion du Medef sur le coût de la journée du 19 mars : Proposition de vote d'une motion de censure envers le MEDEF dans les CA d'IUT.

YS: Appel à lier la non satisfaction des revendications à un appel à démission collective des responsabilités administratives et pédagogiques.

MNA: la rédaction des revendications doit se faire en concertation entre syndicats et collectifs participant au mouvement universitaire. Il propose comme action le blocage des meetings électoraux de l'UMP.

JL revenant sur la démission des responsabilités précise qu'il faut que cela se fasse de façon coordonnée nationalement pour avoir un impact.

CS cite l'exemple d'Aix-Marseille: lettre de démission signée par 120 personnels remise au Président de l'université en présence de la presse.

VL: attention aux conséquences: ex démission des comités de sélection empêche tout recrutement.

BB: c'est un vrai moyen de pression.

HZ: les revendications existent déjà (syndicats, SLR, etc...).

**Il est soumis au vote trois ajouts au mandat précédent:**

- la demande de programmation des actions nationales sur 15 jours (et non une semaine après l'autre)
- la dénonciation du projet de prêt et la demande de revalorisation des bourses et de créations de logements étudiants;
- la rédaction d'une plateforme de revendications avec en cas de non obtention, le recours à la démission collective.

**Les trois points sont adoptés par 104 voix pour, 1 NPPV.**

Quelques réflexions sur les actions :

BR: ras le bol des manif bisounours, passons à des actions fortes (opérations escargot)

HZ: dans le même sens: blocage des péages.

Ces dernières propositions d'actions à défendre en coordination sont repoussées par l'AG sauf 6 NPPV et 2 abstentions.

- **Désignation de nos délégués:** A l'unanimité, sont désignés HZ et CL.
- Actions de la semaine du 23 mars:

NP fait une information sur une invitation à débattre sur le plateau de France 3 (enregistrement vendredi 27 mars et passage le samedi 28 mars). Fasquelle et Sawicki interviendront dans l'émission. A défaut d'autre volontaire, NP ira.

CV: Il faut construire autour de la journée du 24 mars et remobiliser comme lors du début du mouvement par des AG, tour des bâtiments et tractage. Une feuille pour répertorier les volontaires pour tracter mardi 24 mars 7h circule.

BB: Il se tiendra une AG de l'IUT Lundi 23 mars.

PS: Nous allons tenter de mettre en place des ateliers en physique à l'image du modèle réalisé en sociologie.

NP propose d'organiser un débat sur les prêts étudiants Mardi 24 mars à 12h Amphi Archimède après l'AG des personnels pour attirer des étudiants avant de partir en manifestation. Thème plus large: « Universités: vers la fin des études gratuites »

YS: Infos sur la projection gratuite de « Université, le grand soir » au kino lundi 23 mars 14h.